



JUSTICE PÉNALE

---

## 14 | LE TRAITEMENT JUDICIAIRE DANS DIFFÉRENTS CONTENTIEUX

## 14.1 LES INFRACTIONS À LA LÉGISLATION SUR LES STUPÉFIANTS

En 2024, 343 000 personnes ont été mises en cause par les services de police et de gendarmerie pour usage ou trafic de stupéfiants¹.

Cette même année, les parquets des tribunaux judiciaires ont traité les affaires de 129 600 mis en cause pour usage ou trafic de stupéfiants. Le volume de ces infractions, révélées par la police ou la gendarmerie dans 94 % des cas, dépend fortement de l'activité de ces services. Par ailleurs, les affaires relatives aux infractions liées aux stupéfiants ne comportent que très rarement des victimes.

Dans ces affaires, en 2024, près de trois personnes mises en cause sur cinq (69 600) ont été présentées au parquet pour usage de stupéfiants et un peu plus de deux sur cinq (60 000) pour trafic de stupéfiants. 17 % des mis en cause pour usage sont mineurs au moment de l'orientation. Cette part s'établit à 20 % en ce qui concerne le trafic. Pour l'ensemble de ces infractions, 41 % des mis en cause sont âgés de 18 à 25 ans. La proportion de femmes parmi les mis en cause pour trafic de stupéfiants est identique à celle parmi les mis en cause pour usage (8%).

Pour 17 800 mis en cause, l'infraction n'a pu être établie ou était insuffisamment caractérisée. Au sein des affaires poursuivables, 8 900 mis en cause ont vu leur affaire classée pour inopportunité des poursuites tandis qu'une réponse pénale a été apportée à 102 900 personnes. La réponse pénale peut prendre deux formes : une alternative aux poursuites (20 % des cas) dont une composition pénale (4,2 %) ou une poursuite devant un juge d'instruction ou une juridiction de jugement (80 %). Dans ce dernier cas, la saisine du juge d'instruction est rare (6,3 %), la majorité des mis en cause étant poursuivis devant le tribunal correctionnel (81 %). Les mis en cause impliqués dans une affaire de trafic sont plus souvent poursuivis que ceux relevant d'une affaire d'usage (87 % contre

75 %), et, dans ce cas, le sont plus souvent devant un juge d'instruction (12 % contre 0,4 %). Le taux de poursuites varie très peu lorsque l'infraction d'usage est accompagnée d'une infraction de trafic (85 %).

En 2024, 156 300 amendes forfaitaires délictuelles ont été reçues par les mis en cause pour usage illicite de stupéfiants.

En 2024, 71 000 condamnations inscrites au Casier comprenant au moins une infraction relative à la législation sur les stupéfiants ont été prononcées. Au total, 148 900 infractions d'usage et/ou de trafic de stupéfiants ont été sanctionnées.

Les condamnations pour une infraction d'usage de stupéfiants à titre principal ont donné lieu au prononcé de 17 300 peines. La peine la plus courante est l'amende (70 % des peines principales). La moitié des amendes (en tout ou en partie ferme) prononcées est d'un montant inférieur ou égal à 300 euros. Des peines d'emprisonnement sont prononcées dans 9 % des condamnations, plus de quatre fois sur dix (45 %) avec une partie ferme. Leur quantum ferme s'établit à 4,0 mois en moyenne.

Les condamnations pour trafic de stupéfiants à titre principal ont abouti à 35 900 peines. Il s'agit essentiellement de peines d'emprisonnement, ferme ou partie ferme (49 % des peines principales) ou avec sursis total (35 % des peines principales). Le quantum moyen ferme des peines d'emprisonnement en tout ou partie ferme s'élève à 13,4 mois. Les amendes représentent 2,3 % des peines principales. 91 % d'entre elles contiennent une partie ferme. La moitié des amendes en tout ou partie ferme est d'un montant ferme inférieur ou égal à 500 euros.

26 % des personnes condamnées définitivement pour trafic de stupéfiants sont en situation de récidive légale, 26 % sont en situation de réitération. Ces taux s'établissent respectivement à 14 % et 38 % pour usage illicite de stupéfiants.

### Définitions et méthodes

Les condamnations 2024 sont provisoires : parmi les condamnations prononcées par les juridictions pour infraction à la législation sur les stupéfiants, 22 % ont été « estimées ».

Pour les données relatives aux mis en cause de cette édition, le champ infractionnel est déterminé par la nature d'infraction (Natinf) et la nature d'affaire (Nataff). Les individus mis en cause peuvent donc être liés soit à l'infraction, soit à l'affaire.

Les indicateurs de récidive légale et de réitération ont été révisés suite à une évolution méthodologique qui a élargi le périmètre retenu pour la récidive légale, en retenant toutes les modalités de la variable indiquant la récidive dans la source CJN.

Les affaires ou infractions relatives à la législation sur les stupéfiants sont réparties en deux groupes :

- l'usage illicite ;
- le trafic (qui recouvre la provocation à l'usage, l'aide à l'usage, l'acquisition, la détention, la cession, l'offre et le transport non autorisé de stupéfiants).

Les infractions pour conduite sous l'empire de stupéfiants sont prises en compte dans la fiche 14.2 sur le contentieux routier. Dans les figures 1 à 3, sont prises en compte les affaires dont la nature principale est relative à une infraction à la législation sur les stupéfiants. Les données y sont en **unité mis en cause-affaire** : un mis en cause concerné par plusieurs affaires sera comptabilisé autant de fois que d'affaires dans lesquelles il est mis en cause.

Dans les figures 4 à 6, sont retenues les condamnations relatives à une infraction à la législation sur les stupéfiants ; il s'agit selon les cas des seules infractions principales ou de toutes les infractions ayant donné lieu à condamnation.

Dans les figures 1 à 3, un mis en cause à la fois pour usage et pour trafic est classé dans « Usage ». À l'inverse, dans les figures 5 et 6, une personne condamnée à la fois pour usage et pour trafic sera classée au titre de l'infraction principale retenue, en général l'infraction de trafic.

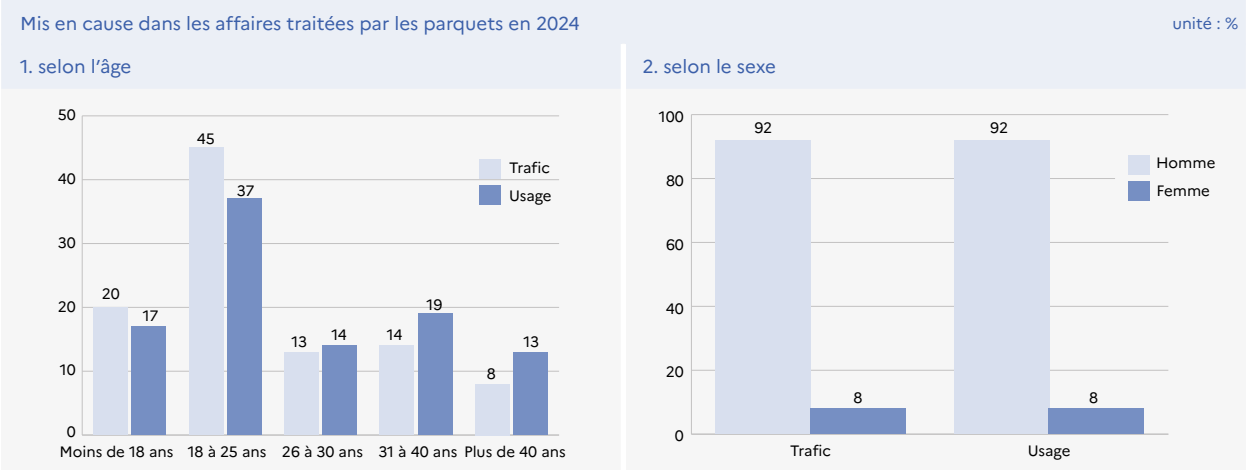
Cf. glossaire pour la définition des modalités de traitement des affaires par les parquets, de l'infraction principale et de l'infraction associée.  
Cf. fiche 11.7 pour la définition de la récidive légale et de la réitération.

1. SSMSI, base des mis en cause pour crimes et délits enregistrés par la police et la gendarmerie de 2016 à 2024.

Champ : France.

Sources : ministère de la justice, SG, SSER, fichier statistique Cassiopée (figures 1, 2 et 3) ; fichier statistique du Casier judiciaire national (figures 4, 5 et 6), ANTAI, application AGDD (pour le commentaire).

Pour en savoir plus : « Le traitement judiciaire des infractions liées aux stupéfiants », *Infostat Justice* 150, mars 2017.  
« Pour une méthodologie d'analyse comparée des statistiques Sécurité et Justice : l'exemple des infractions liées aux stupéfiants », rapport décembre 2016.  
« La récidive, ses définitions et sa mesure statistique », *Dossier Méthode* n°1, février 2025.

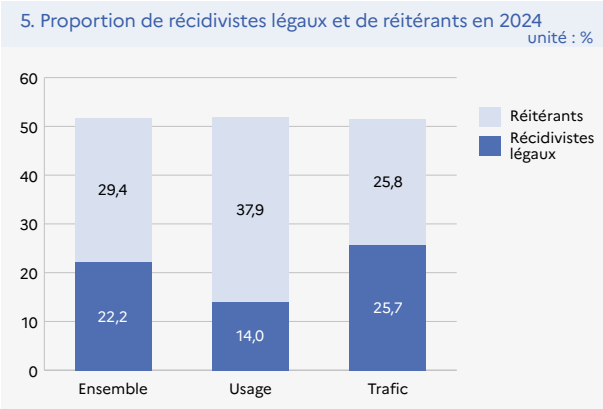


3. Mis en cause dans les affaires traitées par les parquets en 2024, selon l'orientation					unité : mis en cause-affaire	
	Total	Usage		Trafic		
	Effectif	Effectif	dont accompagné de trafic	Effectif		
Mis en cause dans les affaires traitées	129 593	69 606	13 392	59 987		
Mis en cause dans les affaires non poursuivables	17 811	7 134	1 348	10 677		
Mis en cause dans les affaires poursuivables	111 782	62 472	12 044	49 310		
Mis en cause dont l'affaire a fait l'objet d'un CSS <sup>(1)</sup> pour inopportunité des poursuites	8 889	5 562	762	3 327		
Mis en cause ayant fait l'objet d'une réponse pénale	102 893	56 910	11 282	45 983		
Taux de réponse pénale (en %)	92,0	91,1	93,7	93,3		
Mis en cause ayant réussi une mesure alternative	20 138	14 075	1 692	6 063		
dont mis en cause ayant exécuté une composition pénale	4 327	4 154	479	173		
Mis en cause ayant fait l'objet d'une poursuite	82 755	42 835	9 590	39 920		
Transmission au juge d'instruction	5 189	223	155	4 966		
Poursuite devant le tribunal correctionnel	66 713	38 684	7 765	28 029		
Poursuite devant le juge des enfants	10 822	nc	nc	nc		
Poursuite devant le tribunal de police	31	nc	nc	nc		

<sup>(1)</sup> classement sans suite

4. Condamnations selon le type d'infraction						unité : condamnation et infraction	
	Condamnations comprenant au moins une infraction						
	2020 <sup>r</sup>	2021 <sup>r</sup>	2022 <sup>r</sup>	2023 <sup>r</sup>	2024		
Total	64 948	73 227	68 098	69 706	71 040		
Usage seul	37 687	37 717	33 643	33 571	32 892		
Trafic seul	17 736	23 462	24 398	26 114	28 215		
Usage et trafic	9 525	12 048	10 057	10 021	9 933		

Note de lecture : en 2024, 71 040 condamnations prononcées ont au moins une infraction liée à la législation des stupéfiants.



6. Quantum des peines principales prononcées en 2024				unité : personne, mois et euros	
	Ensemble	Usage	Trafic		
Total	53 285	17 335	35 950		
Emprisonnement ferme ou en partie ferme					
Effectif	18 292	724	17 568		
Quantum moyen	16,4	4,4	16,9		
Quantum ferme moyen	13,1	4,0	13,4		
Emprisonnement avec sursis total					
Effectif	13 477	896	12 581		
Quantum moyen	7,6	4,0	7,9		
Amende en tout ou partie ferme					
Effectif	13 026	12 182	844		
Montant médian ferme (euros)	300	300	500		
Autres peines (hors dispense de peine <sup>(1)</sup> )					
Effectif	8 490	3 533	4 957		

<sup>(1)</sup> les dispenses de peines sont au nombre de 204





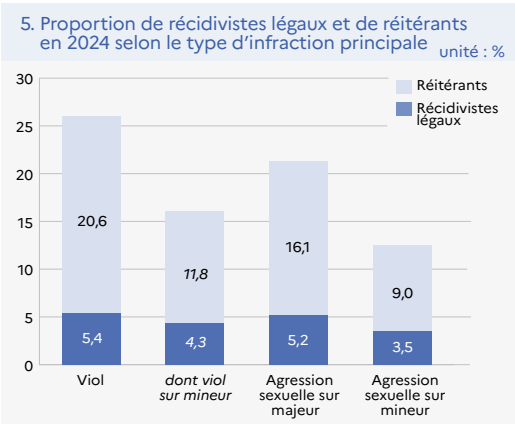
4. Condamnations définitives selon le type d'infraction

unité : condamnation et infraction

	Condamnation						Au moins une infraction <sup>(1)</sup>	Infraction
	Infraction principale							
	2020	2021	2022 <sup>r</sup>	2023 <sup>r</sup>	2024	2024		
Total	4 836	6 809	6 613	7 039	7 438	7 638	11 326	
Viol	823	1 376	1 267	1 564	1 890	1 921	2 851	
dont <i>viol sur mineur</i>	428	687	629	765	931	1 025	1 546	
Agression sexuelle sur majeur	1 934	2 426	2 487	2 574	2 666	3 117	3 441	
Agression sexuelle sur mineur	2 079	3 007	2 859	2 901	2 882	3 696	5 034	

(1) une condamnation sanctionnant des infractions de types différents (par exemple un viol sur majeur et une agression sexuelle sur mineur) sera comptabilisée dans chacun des types, mais ne sera comptée qu'une fois dans la ligne « Total »

Note de lecture : en 2024, 7 638 condamnations définitives comportent au moins une infraction de violences sexuelles ; cette infraction est principale pour 7 438 condamnations et associée à une autre infraction principale pour 200 condamnations.



6. Condamnations(1) selon la peine principale

unité : personne et mois

	Ensemble	Viol	dont viol sur mineur	Agression sexuelle sur majeur	Agression sexuelle sur mineur
Emprisonnement en tout ou partie ferme					
Effectif	3 824	1 686	776	1 017	1 121
Quantum moyen	73,5	123,1	127,5	29,2	39,1
Quantum ferme moyen	65,4	119,0	123,6	19,7	26,3
Emprisonnement avec sursis total					
Effectif	2 995	181	136	1 427	1 387
Quantum moyen	14,2	31,1	30,0	11,1	15,2

(1) seules les peines d'emprisonnement sont prises en compte de ce tableau

